

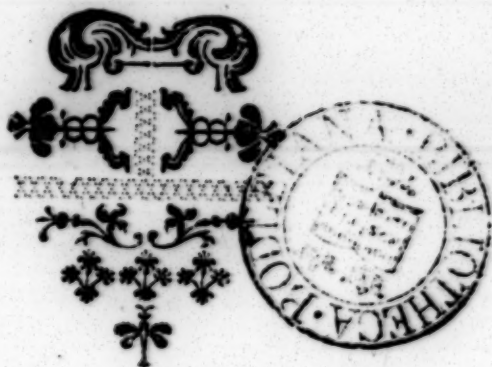
L E S  
INCONVÉNIENS  
D E S  
DROITS FÉODaux.

---

*Hinc . . . . . mali labes.*

VIRGILE.

---



A L O N D R E S ,

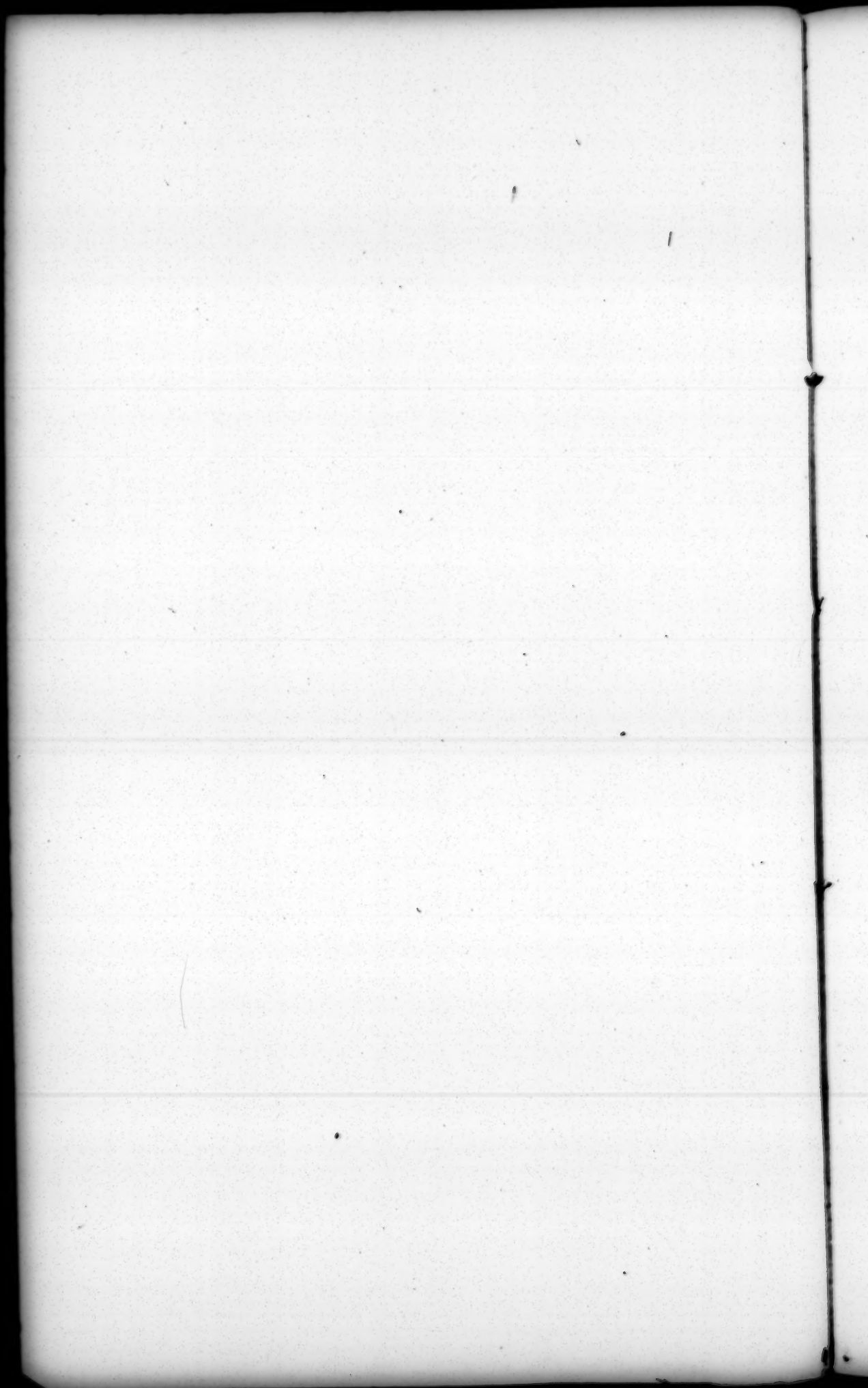
*Et se trouve à Paris ,*

Chez VALADE, Libraire, rue Saint-Jacques

---

M. D C C. L X X V I.

275. n. 74.





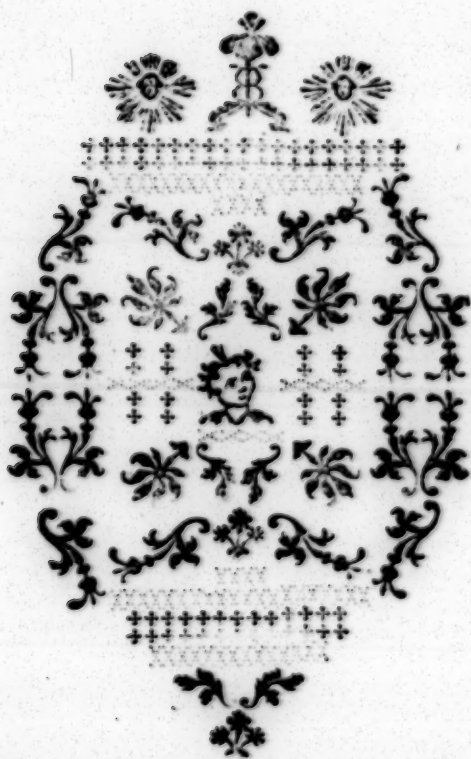
## AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.

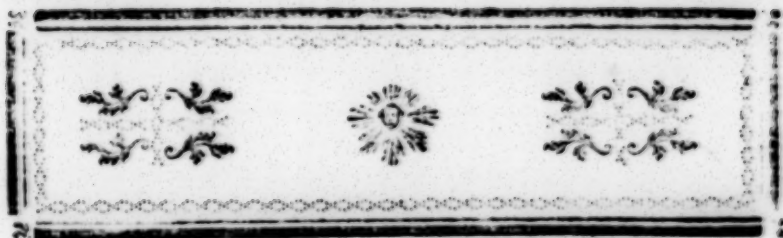
**C**ETTE lettre n'étoit point destinée à être rendue publique , on le sentira facilement à la négligence qui y regne ; mais comme le sujet qu'on y traite intéresse infiniment tous les sujets du royaume , nous avons pensé que c'étoit leur rendre un service essentiel que de mettre à même ceux qui lisent , d'examiner cette matiere sous le point de vue que l'auteur l'a envisagée :

il ne s'est pas trompé , il présente un moyen de prospérité à la nation , d'augmentation de richesses aux seigneurs , de paix & de bonheur à tous leurs vassaux. Il convient donc de le leur faire connoître. Nous avons d'abord projeté de faire suivre cet ouvrage d'une assez grande quantité de notes , qui en auroient fait le développement , & en quelque sorte le sup-

iv    AVERTISSEMENT, &c.

*plément ; mais nous avons préféré de laisser chaque lecteur diriger ses réflexions d'après ses propres connoissances , nous avons donc restraint ces notes à un petit nombre , qui sont placées au bas des pages.*





*L E S*  
**INCONVÉNIENS**  
*D E S*  
**DROITS FÉODaux,**  
*O U*

*RÉPONSE d'un Avocat au Parlement de  
Paris , à plusieurs Vassaux des Sei-  
gneuries de .... de .... &c.*

**J**E vois Messieurs , par vos différentes lettres  
& mémoires , que tous les inconvéniens du droit  
féodal ont frappé sur vous. Plusieurs ont été pour-  
suis pour voir déclarer censables des terres qu'ils  
croyoient & possédoient comme allodiales ; les  
uns ont été condamnés , & ont payé vingt-neuf  
années de cens , & des frais immenses ; d'autres ,  
sous d'autres coutumes , ont gagné leurs procès ,  
& cette victoire est devenue un titre pour le fer-  
mier-général , qui a prétendu le franc-fief , disant  
que cet alleu étoit noble : les bans à fauchaïson ,

à moisson, à vendange, indiqués à contre-temps, ont fait perdre vos récoltes; les bannalités de fours & de moulins ont occasionné des exactions, la perte de vos denrées, & celle d'un temps précieux. La bannalité de pressoir, dans cette année d'abondance & de chaleur, a mis vos vendanges dans le cas d'être gâtées, parce que les pressoirs ne pouvoient suffire à toute la récolte, & que la chaleur précipitoit la fermentation, de sorte qu'une partie de votre récolte est aigrie. L'un de vous achete un fonds, il pense être libre en payant les lods; il se trouve que ceux des mutations précédentes n'ont pas été acquittés, non plus que le cens; il est condamné à payer tous ces droits, qui, avec les frais, excèdent la valeur de l'héritage; il a pour toute ressource un recours inutile contre des insolvable. Les garennes dévorent vos semences & plantations, les corvées enlèvent les moments les plus essentiels à vos travaux, vos moissons ont péri, parce que vous aviez mis plusieurs jours à faire celles des seigneurs, &c. &c. (a).

---

( a ) On n'a pas voulu extraire toutes les lettres de ces vassaux, ni tous les objets qu'elles embrassent; nous croyons néanmoins devoir placer ici quelques traits que l'auteur de la lettre n'a pas rappelés.

» J'avois, dit l'un des vassaux, deux freres; l'un est allé en Franche-Comté: il a vendu ses fonds héréditaires, & en a placé le prix en immeubles sous la seigneurie du chapitre de St. Cl. il est mort sans enfants; le chapitre a pris jusqu'au lit

Vous demandez d'où viennent des loix & des  
droits si barbares , pourquoi chaque propriétaire

---

de mon frere ; je n'ai pas été peu surpris que ce noble chapitre se dise héritier de mon frere , à mon préjudice. Ne pouvant réussir en qualité d'héritier , j'ai voulu faire valoir mes droits de proche parent , résultants du droit de remploi des propres aliénés , pour acheter ceux dont le chapitre s'emparoit ; on ne m'a pas écouté : j'ai enfin eu recours à la qualité de créancier. J'avois sur mon frere une créance hypothécaire ; voulant la faire valoir , mon titre n'ayant pas été consenti par le chapitre , est demeuré sans effet , parce que les fonds situés dans sa seigneurie ne sont susceptibles d'hypothèque qu'autant qu'il lui plaît. »

» Mon autre frere ayant demeuré quelques années dans une coutume de main-morte , sans s'en douter , est revenu à la maison paternelle ; il y est mort peu de temps après : le seigneur de son domicile fortuit a dit que mon frere étoit devenu son homme de poursuite ; j'ai plaidé pour revendiquer les biens paternels ; j'ai perdu le procès, les biens & les dépens. »

On y rappelloit aussi ce trait déjà connu & consigné dans les mémoires imprimés des vassaux de ce chapitre.

» Un pere de famille , de la paroisse des Bouchoux , tombe  
» malade au mois de mai 1770 ; deux jours avant sa mort , le  
» fermier du chapitre présente une requête aux juges , pour  
» avoir la permission de mettre le scellé sur sa succession : on  
» prépare , pendant ces deux jours , les procédures usitées en  
» pareil cas , & le juge arrive dans la hutte avec le greffier ,  
» le fermier & des recors : au moment que l'on en sortoit le  
» cadavre pour le porter à la fosse , il n'y avoit dans la hutte  
» qu'un enfant de deux ans , dont les larmes ne les attendris-  
» sent point. La mere & le reste de la famille avoient suivi  
» le convoi. Pendant leur absence , on met le scellé sur toutes  
» les serrures , & à son retour , l'orpheline trouve pour conso-

d'un fonds, quelque borné qu'il soit, n'en a pas toute la propriété, & s'il n'est pas possible de

---

» lateur un fermier qui venoit la dépouiller, & des recors en  
» garnison dans sa cabane.

» Cependant cette fille avoit toujours vécu dans la commu-  
» nauté de son pere; son mari y résidoit avec elle depuis dix-  
» huit ans, & elle y avoit fait quatre enfans; mais le cha-  
» pitre prétendoit qu'elle avoit passé les premiers six mois de son  
» mariage dans la famille de son mari; qu'elle n'avoit point cou-  
» ché dans la hutte paternelle la premiere nuit de ses nœces,  
» & , sur ces prétextes, vouloit s'emparer de l'héritage que la  
» nature & la loi lui déferoient.

» L'orpheline vient à St. Cl. se jeter aux pieds d'un hom-  
» me sensible, qui prend sa défense; mais dans la vue de lui  
» ôter ce défenseur, le chapitre récuse le juge qui l'avoit d'abord si  
» bien servi, & que lui-même avoit choisi; il évoque l'affaire  
» dans un autre bailliage, où cependant, malgré son crédit, on  
» permet à la fille de prouver, par témoins, qu'elle avoit passé  
» chez son pere la premiere nuit de ses nœces. Le chapitre,  
» qui redoute cette preuve, appelle du jugement; mais le par-  
» lement de Besançon le confirme par arrêt du 14 juin 1771;  
» l'orpheline prouve, par le témoignage unanime de six té-  
» moins, qu'elle a rempli la formalité nécessaire dans ce pays,  
» pour qu'une fille succède à son pere: mais les chanoines ne  
» se rendent point encore; après avoir déclamé contre les  
» enquêtes, ils en veulent faire une à leur tour; & pour se  
» procurer des témoins qui contredisent ceux de l'orpheline,  
» ils font lancer des monitoires.

» Jusqu'ici cette procédure extraordinaire avoit été réservée  
» pour la découverte des crimes. C'est la premiere fois qu'on  
» a prétendu l'employer pour chasser un enfant de l'héritage de  
» son pere. Nous avons lieu de croire que le parlement de  
» Besançon, devant lequel on a appelé de ce monitoire, n'au-

simplifier les possessions, de façon qu'un seul héritage n'ait plus une multitude de maîtres qui semblent se relayer pour affliger celui qui le cultive. (b).

---

» torifera pas ce nouveau genre de vexation. »

D'autres vassaux du domaine se plaignent de la faisie féodale que les receveurs - généraux des domaines exercent sur leurs alleus pour les forcer à faire enfaîfner leurs titres en vertu des édits de décembre 1701, 1727, & d'arrêts du parlement de Paris, du 20 avril 1765, & du 22 mai 1775.

(b) Tâchons de compter combien sur un seul fonds il y a de maîtres. On pourroit douter s'il faut mettre en ligne celui qui le cultive ; car nous allons voir qu'il a des copropriétaires si redoutables, qu'il faut qu'il disparoisse, en quelque sorte, devant eux. Cependant comptons - le pour un, sans tirer à conséquence, & sauf à le retrancher, si quelqu'un l'exige, ci . . . I

Le seigneur de la directe ; on ne peut contester celui-là, tant pour le cens, le surcens, que le champart ; passons pour un, ci . . . I

J'aurois peut-être dû commencer par le décimateur ; mais il n'aura rien à nous reprocher, le mettant, comme il lui convient, en ordre utile, ci . . . I

Si la dime d'agneau ou autre dime de sang, ou menue dime a lieu, comme cela est commun, le curé qui la perçoit fera, ci pour . . . I

Un seigneur voisin, ou de fief, a souvent droit de chasse par titre ou par réciprocité ; ce droit, qui ravage les héritages dans les temps de valeur, mérite bien d'être placé ici avec les autres . . . I

Une rente suzeraine est chose fréquente ; on doit à son seigneur proche, & au médiat, qui prend place ici pour . . . I

## Les loix , dites-vous , n'ont pas voulu qu'aucun copropriétaire pût être forcé de demeurer malgré

Le droit de parcours est un droit si général , qu'on ne peut s'empêcher d'en faire mention , soit qu'il appartienne à la communauté ou à d'autres , ci . . . . . 1

Dans la crainte d'être taxé d'exagération , nous arrêtons ici le calcul ; mais on ne nous disputera pas que celui qui cultive n'est souvent que le fermier ; dès-lors il est indispensable de placer ici le bailleur pour . . . . . 1

Total des prétendants & exerçants , droits & propriétés sur un héritage . . . . . 8

Il est bon d'ajouter que le droit de parcours étoit si rigoureux dans plusieurs provinces , que le propriétaire d'un fonds qui n'avoit jamais été clos , ne pouvoit le fermer à peine d'amende , & de démolition des clôtures. Le droit qu'avoit le public d'y faire pâture avant ou après des époques déterminées par l'usage , empêchoit le propriétaire d'y rien semer qui dût être recueilli après la dernière époque ; il ne pouvoit y planter des arbres , ni de la vigne , ni se procurer une seconde récolte sur des fonds qui auroient pu la donner. Cette coutume folle & barbare a fait sentir toute son incommodité dans les années de disette ; les peuples ont eux-mêmes sollicité une loi qui permit à tous propriétaires d'enclore leurs héritages , & d'y planter & semer les arbres , fruits & légumes que le terrain peut produire. Il faut donner les dates de cette loi pour montrer jusqu'où cette barbarie a pénétré : elle est , pour la Lorraine du mois de mars 1767 ; pour le Barrois , de l'année suivante ; pour la Champagne , la Franche-Comté & les Trois-Évêchés , à peu près du même tems. Depuis cette époque , il s'est fait beaucoup de clôtures , qui ont été suivies de plantations , de prairies artificielles , de nourritures d'animaux , & d'une grande quantité d'opérations d'agriculture des plus heureuses , auparavant impossibles.

lui en communauté ; ces mêmes loix ne peuvent-elles pas nous aider à provoquer nos seigneurs à prendre , par voie de partage ou de licitation , une partie de nos héritages , pour leur tenir lieu de leur directe & de tous leurs droits ? Ne pourrions-nous pas les obliger d'en recevoir le remboursement , moyennant une somme qui en représentoit le capital , à raison du denier 50 ou 60 , de sorte que ce qui nous resteroit , & que nous aurions affranchi , fût possédé d'une manière entièrement libre , & exempte de toutes charges féodales ?

Quelque raisonnable que soit ce desir , vous ne ferez point admis à forcer vos seigneurs à changer la nature de leurs droits & propriétés ; on vous opposeroit bientôt que les loix des partages ne sont pas applicables aux seigneurs , & à leurs vassaux , dont les droits sont de nature à rester ensemble assis sur le même fonds.

Ce n'est donc que de concert que l'on peut résoudre des difficultés nées du droit féodal , auxquelles les loix n'ont point apporté de remèdes.

Il est vrai que des loix , également célèbres & respectées , ont effacé la servitude personnelle , &

---

Si l'une de ces servitudes portoit si grand obstacle à l'agriculture , combien leur réunion n'est-elle pas funeste ?

Ces sottises , en faveur du droit de parcons , étoient écrites dans nombre de coutumes , avec toutes les sottises féodales .

qu'elles ont obligé les seigneurs à recevoir, à l'exemple des rois ; le prix de la liberté de leurs esclaves ; mais l'objet de ces loix est consommé, elles ne peuvent que servir d'exemple, il n'en peut résulter d'action pour forcer un seigneur à recevoir l'affranchissement d'un héritage.

Les tribunaux ne pourroient donc recevoir la demande que vous desireriez de former ; mais il est au pouvoir du monarque chéri, bienfaisant & bien servi, qui nous gouverne, d'établir la liberté réelle, comme les plus glorieux d'entre ses prédécesseurs ont établi la liberté personnelle ; il pourvoiroit, comme eux, à ce que son domaine & les seigneurs ne souffrissent point de l'anéantissement des droits de directe.

Une loi sur cette matiere seroit donc juste, elle est donc possible ; mais comme elle n'existe pas, il convient d'examiner si, sans cette loi, vous pouvez atteindre votre but, en établissant que le domaine & les seigneurs, ainsi que leurs vassaux, trouveroient des avantages immenses à consentir réciproquement au rachat des servitudes féodales. A l'égard des seigneurs, ce n'est qu'une affaire de calcul ; ils sont les maîtres d'aliéner les droits de leurs fiefs, & la plupart le feront volontairement, s'ils y trouvent, comme je vais le démontrer, le moyen de tripler, & même de quadrupler leurs revenus, sans rien perdre des droits honorifiques. La difficulté viendroit de la suzeraineté du roi,

& de l'inaliénabilité du domaine; mais cette inaliénabilité ne pourroit faire dans l'affranchissement des fonds un obstacle, qu'elle n'a point fait dans l'affranchissement des personnes. Je vais donc vous communiquer mes réflexions sur tous ces objets.

La liberté foncière, à laquelle vous voudriez parvenir, est depuis long-temps le vœu de tous les gens sensés. Les écrivains ont cependant en quelque sorte négligé de le produire en public; ils regardoient sans doute la foule des loix, qui protègent la forme & la nature actuelle des propriétés, comme un mur d'airain contre lequel viendroient se briser leurs opinions & leurs tentatives.

Néanmoins n'auroient-ils pas été écoutés avec plaisir, en nous retraçant la simplicité & la perfection des propriétés chez les Romains, & chez les nations les plus sages & les plus célèbres, en nous montrant l'origine & la progression des fiefs, & le changement du service militaire en droit de mutations & autres droits. Si, à ces récits, ils avoient ajouté la peinture des inconvénients des droits actuels, & présenté le moyens d'y remédier, ils eussent sans doute recueilli des éloges, & leurs sages conseils auroient trouvé des seigneurs humains & prudents, qui les eussent mis à profit.

Je vais, au défaut des auteurs, parcourir rapidement cette matière; je ne la chargerai pas

d'autorités : en faut-il où la raison & l'intérêt des parties concourent ?

Sans nous étendre à discuter la nature des propriétés chez toutes les nations, voyons quelle étoit celle des fonds chez les Romains, auxquels nous tenons par leurs conquêtes & par l'alliance d'une partie de leurs loix avec les nôtres.

Rome, bornée à son territoire, avoit sur ce territoire une propriété qui résidoit dans le corps de la république, & qui s'exerçoit par chacun de ses membres. L'impôt que payoit le citoien, représentoit la portion que l'état s'étoit réservée dans cette propriété. Quand Rome fut accrue par des conquêtes, elle rejetta sur ses nouveaux sujets une partie du fardeau qu'avoient supporté jusqu'alors ses habitans. Bientôt l'Italie fut conquise; les citoyens jouirent alors d'une exemption plus étendue; ils posséderent leurs terres *optimo jure*, *jure Quiritum*. A mesure que les provinces éloignées furent ajoutées à son empire, l'Italie fut elle-même soulagée, & le *jus optimum* devint le *jus Italicum*. Ce droit s'étendit enfin au-delà des Alpes; ainsi la première Lyonnaise & la Narbonnoise furent assimilées aux provinces Italiques. Les peuples sujets au tribut, après avoir payé l'impôt, jouissoient d'une liberté infinie; ils avoient *jus utendi & abutendi*, point de directe, point de mouvance, aucun de ces droits qui se sont établis depuis sous le nom de droits & devoirs seigneur-

riaux. Les Franks apportèrent dans les Gaules leurs mœurs & leurs usages ; mais ils ne changèrent ni les mœurs ni les usages des peuples ; les terres de l'empire devinrent les terres de Clovis & de ses soldats ; ils amenèrent à leur suite des esclaves , qu'ils employèrent à cultiver une partie des terres qu'ils venoient de conquérir : mais ces esclaves , semblables à nos fermiers , avoient chacun leurs manoirs particuliers , dans lesquels ils vivoient en peres de famille. Toute la servitude que le maître imposoit à l'esclave , étoit de l'obliger à lui payer une redevance en grains , en peaux ou en étoffes : *suam quisque sedem , suos Penates regit ? frumenti modum Dominus , aut pecoris , aut vestis colono injungit.* Jusque-là , point de directe ; pas davantage sous Charlemagne ; le germe ne s'en est développé qu'avec les causes qui amenèrent la chute de l'autorité & la dégénération de la monarchie. Les rois commencèrent par accorder à des monasteres , à des églises , une sorte d'indépendance , sous le nom d'immunités ; ils leur donnerent une juridiction sur leurs esclaves , sur les colons , sur les affranchis qui habitoient dans l'étendue de ces immunités : ces immunités ne furent pas d'abord perpétuelles ; on en demandoit la confirmation à l'avènement du roi à la couronne ; mais il en fut comme des terres fiscales , qu'une longue possession

transforma en terres héréditaires : de là l'origine des premières seigneuries & des premières justices ecclésiastiques (c).

L'exemple de ces immunités fut contagieux ; ceux qui avoient obtenu des bénéfices militaires, ou des terres du domaine, voulurent les perpétuer dans les familles. Déjà sous les fainéants de la première race, ces possessions précaires passaient des pères aux enfants, d'abord par un bienfait du prince, & bientôt par une simple tolérance ; après plusieurs mutations successives, l'origine en fut oubliée.

Les rois de la seconde race songerent à faire revivre l'ancienne institution des Francs, qui, divisés par centaine, avoient un chef choisi par les soldats : cette institution militaire avoit fini avec les conquêtes. Il fut ordonné que tout homme libre s'attacheroit à un chef, à un soldat plus âgé que lui, *senior*, qu'il se lieroit par le nœud de la recommandation, & qu'il le suivroit à la guerre. Ce nouveau lien fut d'abord purement personnel ; mais il dégénéra insensiblement, & la subordination devint dépendance & servitude. L'héritier du chef crut avoir un droit à son titre comme à ses biens ; il compta le vassal parmi les biens de la succession, &

---

(c) L'église acquit ensuite, à différents titres, d'autres fiefs, auxquels il y avoit des justices annexées.

bientôt le vasselage fut regardé comme un rapport entre les possessions , & non plus entre les personnes. Les comtes & les ducs s'emparèrent des terres domaniales , y attachèrent les droits qui n'étoient attachés qu'à leurs offices ; la puissance publique s'affoiblit , & son action fut interceptée. Le foible chercha l'appui du plus fort , & acheta , par la perte de sa propriété , le droit d'usurper celle des autres : ainsi se forma cette chaîne de protecteurs & de protégés , d'oppresses & d'opprimés , de tyrans & d'esclaves , qui inonderent la France ( d ).

Au milieu de cette confusion générale , naquirent une foule d'usages & de coutumes absurdes & barbares ; l'oppression multiplia ses caprices , & la servitude ses hommages. Hugues Capet , monté sur le trône , ne pouvant rompre la chaîne féodale dont l'autorité étoit enveloppée , chercha

---

( d ) « Ce royaume se trouva la proie d'une multitude de Seigneurs , qui tous regardoient comme faisant partie de leurs seigneuries , des droits & des redevances qui autrefois avoient appartenu à l'état : la seigneurie devint une espèce de despotisme qui rendoit le propriétaire maître absolu de toute l'étendue de son territoire : de là la servitude devint presque générale ; de là les droits de main-morte , qui en furent une suite & un esclavage modifié ; de là une foule de redevances & d'autres droits inconnus sous la seconde race. »

à en affoiblir successivement les anneaux. Pour mieux cacher ses vues, l'autorité se déguisa sous la forme de suzeraineté ; on créa une glebe fictive, un fief imaginaire, dont reléveroient tous les autres fiefs ; cette glebe dominante, ce fief suprême, ce fut la couronne qui devint le principe & le nœud de toutes les seigneuries subalternes ; ce fil approcha & enchaina les arrièrevassaux ; les affranchissements des serfs & l'établissement des communes, donnerent un nouveau point d'appui à l'autorité royale, & un nouvel ordre de citoyens à l'état. Les croisades aiant dévoré une foule d'hommes inquiets & turbulents, la police générale rentra dans les mains du prince, & il ne resta de tout le système féodal que la directe.

Les seigneurs, qui voyoient échapper de leurs mains le droit de faire la guerre, & d'exiger la taille de leurs vassaux (e), remplacerent ces

---

(e) L'auteur en use un peu ici à la maniere des avocats, qui ne montrent que ce qu'ils croient utile à leur objet : ce ne sont pas là les seules causes des droits seigneuriaux ; voici comment s'en explique M. de Montesquieux : « les fiefs passant aux enfants du possesseur, les seigneurs perdoient la liberté d'en disposer ; & pour s'en dédommager, ils établirent un droit qu'on appelle le droit de rachat. . . . »

« Bientôt les fiefs purent être transportés aux étrangers, comme un bien patrimonial ; cela fit naître le droit de lods & ventes, établi dans presque tout le royaume. Ces droits furent d'abord arbitraires ; mais quand la pratique d'accor-

droits par d'autres aussi utiles , & non moins onéreux : de là le relief, le rachat, les lods

---

der des permissions devint générale , on les fixa dans chaque contrée. »

Ces droits furent donc aussi le prix de l'hérédité , & de la faculté de transporter les biens féodaux.

Les vassaux des terres de St. Claude ont fait un tableau frappant de l'origine des servitudes auxquelles ils sont soumis. Voici comment ils s'en sont expliqués dans la requête imprimée qu'ils ont présentée au roi.

« Les droits de servitudes ou de main-morte , se sont for-  
 » més de plus d'une manière. La violence des anciens sei-  
 » gneurs de fiefs , la misère des colons , l'ascendant des moi-  
 » nes, la dévotion trop peu éclairée des fideles , ont établi en-  
 » tre les sujets du royaume cette différence prodigieuse qui  
 » révolte l'humanité, & que la saine politique réprouve. Ici ,  
 » c'étoit un brigand couvert d'acier , qui , après avoir dérobé  
 » une province , & traité du pardon de ses crimes avec le  
 » prince qu'il avoit bravé , emmenoit une multitude d'hommes  
 » & de femmes arrachés de leurs foyers, & les forçoit de cul-  
 » tiver les environs du château-fort dans lequel il alloit recéler  
 » ses rapines. Là , c'étoit une bourgade , une ville , une con-  
 » trée qu'un vainqueur furieux ravageoit par le fer & les flam-  
 » mes , & dont les habitans ne rachetoient leurs vies qu'en su-  
 » bissant l'ignominie de l'esclavage. L'histoire du quinzième sie-  
 » cle fournit encore des exemples frappants de ces conven-  
 » tions cruelles ; quelquefois des paysans , foibles & menacés  
 » par un seigneur , se déclaroient les mortallables d'un autre  
 » seigneur , afin qu'il protégeât leurs vies & leurs possessions  
 » contre les persécutions qu'ils regardoient comme inévitables ;  
 » d'autres enfin , dans le délire de la piété , alloient faire , en-  
 » tre les mains des moines ou des ecclésiastiques , l'abdication

& ventes , qui s'introduisirent bientôt dans les domaines du roi (f).

Sans doute la nation pouvoit alors réclamer contre ces abus , & demander la proscription de toute directe , qui n'auroit pas eu pour titre une concession primitive ; elle auroit pu se récrier contre ces inféodations formées par une tradition fictive de la part d'un particulier , &

---

« de leurs propriétés & de leurs droits civils ; ils supplioient  
 » un Saint , dont ils briguoient l'appui , de vouloir bien agréer  
 » en échange de ses faveurs , le sacrifice de leur liberté. Les  
 » moines qui exerçoient les droits du Saint , recevoient l'offran-  
 » de en cérémonie ; ils en consignoient l'histoire dans un acte  
 » qui se conservoit à jamais dans leurs archives. »

M. de Glatigny , dans sa dissertation sur la servitude , & son abolition en France , pag. 351 , parle du nombre prodigieux des serfs qui appartenoient aux ecclésiastiques ; il rapporte la cérémonie du dévouement de ces malheureux imbéciles : « elle se faisoit , dit-il , dans l'église ; le prosélyte s'approchoit de l'autel ; il y plaçoit dévotement les mains , y couchoit sa tête , & , dans cette situation , prononçoit la formule de sa profession ; il déclaroit qu'il offroit à Dieu , à la sainte Trinité , & aux saints patrons de l'église , ses biens & sa personne ; qu'il s'engageoit de les servir comme esclave pendant tout le temps de sa vie. Les plus zélés s'entouroient le cou d'une corde , pour exprimer le sacrifice entier qu'ils faisoient de leurs biens & de leurs vies. »

(f) Les rois en usèrent dans leurs domaines à peu près comme les seigneurs , en y établissant des droits particuliers auxquels ces sujets avoient été obligés de se soumettre. Voyez les mémoires sur les impositions & droits , tom. 2 , pag. vij.

par la restitution à titre de fief de la part du seigneur, & il ne seroit resté aux seigneurs particuliers qu'un domaine direct, un cens, une redevance sur les seules terres qu'ils auroient originairement concédées : mais cette proscription n'a pas été faite, les directes existent, les coutumes les ont consacrées, & des maximes générales, dans plusieurs pays, ont étendu leur empire, & empêchent que rien ne puisse s'y soustraire.

Tel est, Messieurs, le sommaire de l'histoire du droit féodal sous lequel vous gémissiez ; il est né dans les champs, il s'est développé dans l'anarchie, il s'est affermi par la tyrannie, & il a fait taire les loix & l'autorité légitime qu'il avoit usurpée. Vous réclamez la liberté primitive des fonds ; mais cette directe qui vous greve, étant passée dans le commerce par l'adoption qu'en ont fait les loix, elle est devenue la propriété des seigneurs : vous sentez & reconnoissez la nécessité de l'indemniser, s'il veulent bien renoncer (g)

Avant que d'examiner comment on liquideroit

---

(g) L'auteur n'a fait qu'un sommaire si resserré de l'origine des fiefs & des droits féodaux, qu'il paroît indispensable de renvoyer le lecteur aux livres 30 & 31 de l'Esprit des Loix, où cette matière est traitée d'une manière également savante & lumineuse.

leurs intérêts , voyons quel intérêt l'état auroit à cette opération , & si elle seroit possible pour les mouvances du domaine.

La prospérité des états est , en raison de la liberté des personnes , des choses & de actions : ces trois genres de liberté rejettent l'esclavage des personnes , les différentes servitudes établies sur les fonds par le droit féodal , & les obstacles qu'apportent au commerce les privilèges de vente & de fabrication , ensuite les péages , douanes & prohibitions.

Nous ne dirons rien de la liberté du commerce , qui est celle des actions : le ministre éclairé , qui le protège , lui assurera tous les avantages qui pourront le faire prospérer.

L'esclavage des personnes fit régner avec lui l'ignorance ; il bannit les arts , rendit la nature sauvage , & plongea la France dans le cahos , d'où elle n'a commencé à sortir qu'à l'époque des affranchissements : les affranchissements ont créé des villes , les citoyens , les arts , les lettres & les bonnes loix ; les succès des premiers en déterminèrent d'autres , imités par les seigneurs , & bientôt *libre & François* furent synonymes.

Le troisième genre de servitude subsiste encore sur les fonds qui sont d'autant moins utiles à l'état & aux particuliers , que la possession en est plus grevée ; on peut même assurer que la liberté des fonds produiroit des avantages aussi consi-

dérables qu'en a produit celle des personnes dont l'affranchissement a fait une si heureuse révolution.

Les droits féodaux , pour de médiocres produits, présentent mille embarras & difficultés , tant au seigneur qu'au vassal.

Le vassal est assujetti , suivant la qualité du fonds , à des foi & hommage, aveux & dénombremens, reconnoissance au terrier , au cens , aux corvées, aux lots & ventes , au relief , à la bannalité , à l'assistance aux plaids , aux amendes , à la saisie féodale , &c. &c. La plupart de ces droits sont d'un très-petit produit pour le seigneur ; plusieurs n'en apportent aucun , & font néanmoins une charge considérable au vassal.

Le seigneur , pour recueillir & exercer ces droits , est obligé à des frais considérables ; il lui faut des archives , des terriers immensément coûteux à former & à renouveler , des rôles , des receveurs , des collecteurs , des sergents , & des comptes très-étendus ; tantôt le droit , la quotité , ou la maniere de le payer , sont contestés ; tantôt la mouvance est prétendue par d'autres seigneurs ; les énormes procès , qu'engendrent les contestations , passant de pere en fils , dévorent les seigneurs , les vassaux , & les terres où ils se sont élevés.

Les rois donnerent les premiers l'exemple de l'affranchissement des personnes ; ils éleverent sous

l'étendard de la liberté cette famille d'enfans, leurs sujets, qui payerent de leur fidele amour, & cent fois de leur sang, le bienfait de la liberté. Bientôt la nation, auparavant celle du servage, fut celle de la liberté, de l'honneur, de la gloire & des arts, & le droit honteux de propriété sur les hommes fut changé en protection de la part du souverain, & la servitude en hommage du cœur de la part des sujets.

Il reste un avantage égal à recueillir par l'affranchissement des fonds. Quel roi & quels ministres eurent plus de droit que ceux qui nous gouvernent, de faire cette glorieuse moisson ? SA MAJESTÉ peut en donner l'exemple dans ses domaines, exemple qui sera suivi par les seigneurs ; elle peut aussi l'ordonner généralement, en réglant l'indemnité due aux seigneurs ; ceux-ci peuvent faire cet affranchissement du consentement du roi, consentement que nous regardons comme assuré.

Voyons si l'inaliénabilité du domaine peut faire un obstacle invincible à cette opération, qui cependant réunit les avantages politiques & ceux des particuliers.

Une simple observation semble devoir écarter l'objection. La servitude personnelle étoit aussi un droit du domaine ; il a cependant été aliéné sans réclamation : il en seroit de même de l'établissement du franc-alleu universel sous le domaine ;

d'ailleurs les vassaux se rédimeroient de tous cens & servitudes , moiennant le capital au denier 30 ou 40 , & les sommes reçues pour cette libération seroient employées à l'acquisition de forêts & autres fonds , par forme de remplacement pour le domaine , ou à l'acquittement des charges les plus onéreuses de l'état. Il ne s'y rencontreroit donc aucune des raisons qui ont déterminé la revocation des différentes aliénations des domaines ; savoir , qu'ils ont été donnés pour un prix au dessous de leur valeur ; que le prix n'a pas été réellement délivré ; que les sommes n'ont point tourné au profit de l'état.

Il est également aisé de détruire , par le principe, le fantôme de l'inaliénabilité. Le domaine n'avoit ce caractère qu'en faveur de la nation au profit de laquelle il étoit établi , & par son utilité & suffisance aux dépenses publiques ; il a perdu ce caractère en tombant dans un état tel , que le revenu se réduit presque à rien , & qu'il est impossible ni de le rétablir , parce qu'une réformation tourneroit en vexation sur tous les vassaux , ni de garantir ce revenu des usurpations : il y auroit plus de dépenses que de produits , parce que les inféodations & les fondations l'ont dénaturé , & rendu la rentrée impossible.

La maxime de l'inaliénabilité a paru sans confiance à l'auteur des *considérations sur l'inaliénabilité du domaine*, qui viennent d'être imprimées

chez *le-Jay*. Quelque suffisant que soit cet ouvrage pour établir le droit qu'a le roi d'aliéner le domaine, je crois devoir ajouter quelques réflexions à ce qu'en a dit l'auteur, & mettre sous vos yeux celles de l'éditeur du traité du domaine.

Autrefois, je le répète, le domaine suffisoit aux dépenses royales & publiques; mais étant aujourd'hui si disproportionné avec les charges de l'état, il a perdu la faveur religieuse qu'il méritoit, & sa dénomination de *sacré*: il l'étoit sans doute, lorsqu'il écartoit du peuple tous les impôts, les aides, les gabelles, &c.

Mais comment le domaine est-il ainsi tombé dans l'épuisement & l'inutilité? Cette question n'est pas de pure curiosité, parce que la réponse convaincra de l'impossibilité de le rétablir.

1°. Le domaine a été exposé aux dissipations, aux usurpations, aux inféodations, devenues héréditaires: les fondations & les affranchissemens le diminuerent aussi considérablement.

2°. Les dépenses de l'état ont beaucoup augmenté le changement de l'administration: par exemple, la dispense du service militaire, accordée aux possesseurs des fiefs devenus héréditaires, a mis la guerre au compte du roi; il a payé les vassaux pour faire un service qu'ils devoient à raison des fiefs qu'ils possédoient; de sorte qu'ils tiennent le fief sans devoir, & sont payés pour faire le devoir du fief: voilà certainement la plus forte alié-

nation des droits du domaine, depuis l'hérédité des fiefs, contre laquelle personne n'a réclamé.

3°. Les rois ayant recouvré toute leur autorité, ont été chargés d'une police vaste, tant en administration qu'en juridiction; nouvelle dépense, précédemment inconnue. La dépense de l'administration de la justice s'est augmentée comme les difficultés résultantes du nouveau genre de propriétés introduites par le droit féodal: il suffit d'ouvrir les jurisprudences & les coutumes, pour voir que les contestations & les discussions, sur cette matière, ont fait plus de moitié des embarras de la société, des occupations métaphysiques du barreau, des méditations & jugements des tribunaux, & par conséquent des frais d'administration.

4°. D'autres genres nouveaux de dépense ont été les armées perpétuelles, les ambassades permanentes, les guerres fréquentes & malheureuses, &c. &c.

5°. Les circonstances critiques des guerres ont occasionné beaucoup d'aliénations.

Tant d'augmentations de dépenses, tant de diminutions du fonds & de la recette devoient laisser, comme elles l'ont laissé en effet, le domaine infiniment au dessous de son objet, qui étoit de suffire aux charges de l'état.

Dans l'état actuel des choses, le domaine ne

forme plus la centieme partie des besoins & des revenus du gouvernement. Le domaine est donc devenu un nom sans réalité , puisqu'il est également épuisé & insuffisant ; il ne doit donc tenir , dans l'ordre législatif & politique qu'une place égale à son utilité , qui est la mesure , la seule exacte des choses. Les loix ne sont pas plus immuables que leur objet. Le domaine est entièrement changé , il a perdu son utilité ; il n'est donc plus inaliénable. Il étoit la sauvegarde des peuples , en les garantissant des impôts dont il ne peut plus les défendre ; ses droits de directes & de mouvances sont le fleau des vassaux ; les principes d'inaliénabilité & d'imprescriptibilité les désesperent : les vassaux doivent donc être admis à racheter ces servitudes. La convention sociale , qui avoit uni une dote en fonds à la couronne , tombe d'elle-même à cet égard , parce qu'elle n'est plus soutenue par le suffrage & par les vœux des peuples. Le roi est l'organe & la voix de la société ; il peut déclarer le changement du vœu de la société , qui tirera un plus grand parti de la dot de la couronne , en en faisant une nouvelle disposition. L'éditeur du traité du domaine a senti ces conséquences ; il s'en est expliqué avec l'élégance & la sagacité qui lui sont propres , tome 3 pag. 366 en note.

». La nature seule faix des loix que la puissance

humaine doit respecter , parce qu'elle se brisera contre les loix plutôt que de les briser. Les hommes cherchent ce qui n'est pas , s'ils cherchent à donner à leurs ouvrages la stabilité & l'immutabilité. Ainsi il est bien aisé de dire , suivant les loix du royaume , le prince ne peut pas aliéner le domaine de la couronne. Mais ces loix du royaume même , la société peut les changer , & le prince est l'organe & la voix de la société ; & ce qu'il dit avec l'appareil & la solennité de la législation , est la parole de la société. Donc ce qu'il lui enleve , sous un point de vue , retourne à lui sous un autre ; & toute la force de cette loi fondamentale se réduit à prescrire , comme essentielle , une forme qui doit caractériser l'opération d'une puissance plus pleine & plus étendue. Nous ne parlons point ici de la forme de la législation ; mais mettons-y le plus grand appareil. Qui doute que la nation , assemblée avec son prince à la tête , ne pût , assignant d'ailleurs des fonds pour les dépenses publiques , ordonner la vente irrévocable de tous les domaines unis à la couronne ? Ce qu'on peut retrancher de cet appareil , sans changer la nature de la question , est la matière d'une autre discussion que nous ne croyons pas devoir placer ici , d'autant plus qu'elle comprendrait le droit public de la France tout entier. Il suffit

d'une hypothese pour donner un exemple & mesurer la possibilité. »

« Non que nous ne donnions pas à la nature son suffrage dans cette matiere ; c'est la nature , par exemple , qui attache à la puissance publique les droits qui forment son essence. Ainsi il est de l'essence de la puissance publique de ne reconnoître , dans l'étendue du royaume , aucun ministère qui ne lui soit subordonné. Voilà l'un des fleurons qui forment la couronne. Voilà le cas où la nation , assemblée avec son prince , décideroit inutilement le contraire. Il n'en résulteroit que l'illusion d'un moment , auquel le moment suivant ôteroit déjà quelque chose , & que le temps seul altéreroit de degré en degré , & détruiroit enfin. On pourroit même en trouver la preuve , par l'expérience , dans l'histoire des dominations , soit corporelles , soit ecclésiastiques , qui jadis défiguroient la face de ce royaume. Voilà donc un domaine véritablement inaliénable , & qui , en effet , ne sera jamais aliéné d'une maniere efficace. Mais des terres attachées à la couronne n'y sont attachées que par une distribution faite entre le prince & ses sujets ; distribution peut-être originairement mal faite , peut-être bien faite dans son temps , mais qui , n'ayant point été changée suivant les différentes révolutions des mœurs , n'a plus aucune espece d'analogie avec les mœurs actuelles. Cela posé , l'in-

térêt de l'état est qu'elle soit changée. Tous les obstacles que l'on élèvera pour rendre ce changement impossible , seront donc des machines dressées contre l'état lui-même , dont l'effet est de l'empêcher de parvenir à une utile réformation qui puisse lui procurer une vigueur & une santé parfaite. »

« Mais, dira-t'on , il vaut mieux encore suivre les erreurs dans lesquelles nos ancêtres nous ont placés , que donner une ouverture à la puissance arbitraire , & livrer toute chose au hasard. 1°. Cet argument n'a point lieu , si des raisons de nécessité exigent l'aliénation des domaines ; on y répondroit que l'une & l'autre branche de cette alternative conduiroient au même terme , & par conséquent la balance seroit assez égale , & ce seroit offrir à l'état , condamné à périr , le choix de son supplice. 2°. La puissance arbitraire & le hasard ne sont point de l'essence d'un projet de réformation , par lequel on seroit dans le cas de corriger les erreurs d'une ancienne constitution. Il n'est point vrai que la destruction des loix anciennes , pour en substituer de nouvelles , soit une ouverture donnée à la puissance arbitraire. Au contraire , l'obscurité des loix anciennes , la nécessité des circonstances nouvelles , qui , tous les jours , nous contraignent d'admettre des limitations , des exceptions , des dérogations à ces loix anciennes , ou , ce qui est encore pis , d'in-

tervertir la disposition de la loi en en renversant les termes, donnent beaucoup plus d'ouvertures à la puissance arbitraire, que de nouvelles conventions authentiquement scellées. Il ne s'agit pas de détruire sans réédifier ; au contraire , il ne faut pas ôter une pierre de l'ancien édifice , sans avoir derriere un nouvel édifice , tout élevé & éprouvé autant que la foiblesse humaine peut éprouver , & sous la réserve des nouvelles lumières , que l'expérience seule peut donner , dont on se mettra à portée de profiter , en donnant à la machine un certain espace pour le jeu des différents ressorts. »

» Le résultat de ceci est qu'il y a certainement un domaine sacré , inaliénable , imprescriptible , & que nulle force humaine ne peut séparer de la couronne : c'est tout ce qui est compris dans l'idée de cette couronne , comme étant attaché à cette idée par la raison même. »

» Ensuite il y a un domaine qu'une convention solennelle , écrite dans les loix du royaume , a uni & incorporé à la couronne par une fiction qui , en imitant la nature , renferme encore ce domaine sous l'idée de la couronne. Mais une convention forme ce lien , & une convention peut être retractée par une convention contraire , si de nouvelles circonstances font naître un intérêt contraire. Mais tant que la convention subsiste , elle est digne de respect : de là l'explication des

des différents monuments de notre jurisprudence dans cette matiere , qui , d'un côté , rapproche tous les jours , & fait rentrer , dans les mains du prince , des droits régaliens qui n'en devoient jamais sortir , & qui ne peuvent être entre les mains des seigneurs , ou temporels , ou ecclésiastiques ; de maniere que , quelques titres qu'ils puissent rapporter , ces titres ne seront jamais que des monumens d'ignorance & d'erreur , qui , d'un autre côté , regardant comme unies à la couronne les terres dont on a compté pendant dix ans à la chambre des comptes , jugent qu'elles sont hors du commerce des hommes , qui , en même temps , commercent tous les jours la possession des citoyens sur des héritages particuliers , quoiqu'on voie , dans les histoires des temps passés , que ces héritages ont été démembres de la couronne. De là l'explication de tant de sages remontrances , par lesquelles les fideles serviteurs du roi lui ont toujours témoigné leurs alarmes , & lui ont résisté en face lorsqu'ils l'ont vu , suivant des conseils mal assurés , détruire sans réédifier , & mettre hors de ses mains , sans remplir par d'autres objets le vuide qui s'y trouvoit. De là l'observation que les opérations qui mettoient entre les mains du prince une représentation de l'objet aliéné , ont trouvé une résistance d'autant moindre , que la représentation étoit plus parfaite : ainsi l'échange n'a jamais été

contredit en lui-même ; il a été seulement soumis à toutes les épreuves qui pouvoient assurer que le titre d'échange étoit fidele, & ne diminueoit point la consistance du domaine. Après l'échange, les ascensements, en mettant le moindre taux possible aux deniers d'entrées, ont paru une manière de procurer au prince l'utilité de la terre, en le chargeant des soins & des dépenses de l'exploitation. Les inféodations jadis mettoient entre les mains du seigneur, par le service du vassal, une représentation de l'héritage. Actuellement ce service n'est nullement intéressant, & n'offre au prince que ce qu'il a d'ailleurs droit d'exiger en vertu d'un titre supérieur. Aussi sont-elles à peu près tombées en désuétude. Les ventes enfin sont regardées comme impossibles & de plein droit, converties en engagements. Tel est l'état actuel. »

« Mais l'état possible a une autre étendue. Si on étoit dans le cas de croire que cette convention, par laquelle on met au nombre des droits essentiels de la couronne, des objets auxquels la nature n'attachoit pas cette qualité, contient au fond plus d'inconvénients que d'utilité ; alors non-seulement on pourroit, mais il faudroit s'empres-  
 ser de la résilier. Heureusement cette convention est entre une autre partie & elle-même : il n'y a pas deux parties différentes ; car la différence des parties consiste dans celle des droits

& des intérêts , & il n'y a certainement ici qu'un intérêt commun , & au prince , & au peuple. La question de fait , de savoir s'il n'y a pas plus d'inconvénients dans la séquestration des fonds unis au domaine de la couronne , que d'utilité ; nous ne la traitons pas comme étant hors de notre matiere. Bien des gens croiront qu'elle se résout par un calcul assez simple. Il est bien certain que les fonds ne produisent pas ce qu'ils produiroient à un citoyen qui ne seroit pas obligé de mettre autant de degrés intermédiaires entre le propriétaire & le cultivateur. Or , le profit de ces degrés intermédiaires ne devoit-il pas être la matiere d'un commerce libre , plutôt que la matiere des gratifications du prince ? Mais il ne faut rechercher cela que dans le système général des finances ; par conséquent nous nous imposons silence à ce sujet. »

On ne pouvoit résoudre d'une maniere plus victorieuse la question de l'inaliénabilité du domaine , la décision de l'auteur cité n'excepte rien ; nous n'attaquons ici que les droits de directe & leurs inconvénients ; rien n'empêche que le roi ne possède des fonds d'une facile exploitation : en tout cas , c'est à l'administration d'apprécier ce qui convient à l'état ; ce n'est pas là notre objet. »

L'auteur des considérations sur l'inaliénabilité du domaine , propose d'aliéner le domaine par

inféodation pour cent ans , dans l'espérance de favoriser l'agriculture , de diminuer les frais d'administration , & de procurer des terriers. L'exécution de ce projet ne pareroit à aucun inconvénient ; il laisse toutes les difficultés qui sont la suite des loix féodales , & des droits & propriétés qui s'entre-pénètrent réciproquement. Cette opération ressemblant , sauf la durée déterminée , à toutes les aliénations faites & révoquées tant de fois , toujours assurées perpétuelles , & toujours détruites , n'inspireroit aucune confiance : en aliénant de cette façon , le roi tireroit peu d'avantage de son domaine ; personne ne voudroit donner des deniers d'entrée de quelque considération , ni faire des dépenses de quelque conséquence pour améliorer les fonds ; chaque engagiste se croiroit exposé aux révocations , taxes d'augmentation & de supplément de finance , dont les exemples sont si multipliés.

Le domaine consiste principalement en cens , rentes & casuels féodaux : les acquéreurs les perdroient & confondroient dans leurs fiefs. Bientôt le roi seroit dans l'impossibilité d'exercer la rentrée à l'expiration de l'inféodation , & même d'en faire payer les rentes. On viendroit à bout de faire disparaître les objets. Ce moyen de disposer du domaine doit être rejeté , puisqu'il le perdroit inutilement pour le roi & pour les peuples qui resteroient dans les liens de la féodalité.

Le roi ne peut tirer un meilleur parti de cens , rentes & devoirs , qu'en admettant les vassaux à les racheter , & en les consacrant , par cette voie , à la liberté. On anéantiroit ces droits de la manière qu'ont été anéantis les devoirs de service militaire , & l'esclavage des personnes ; chaque fonds étant affranchi en particulier , moyennant un prix , il deviendrait impossible de récompenser un corps de mouvance ; la mouvance seroit perdue sans retour ; il n'existeroit plus aucun corps de fief que l'on puisse être tenté de ressusciter ; l'affranchissement faisant des progrès , il n'y auroit plus de moyen de reconnoître ce qui fut mouvance du domaine , pas plus qu'on pourroit aujourd'hui retrouver les descendans de ses anciens esclaves. Cette opération obtiendrait une entière confiance , & seroit accueillie comme l'ont été celles des affranchissemens des personnes ; les vassaux ne pourroient jamais être inquiétés , ni même en concevoir la crainte.

Le roi a heureusement ce moyen de déterminer doucement l'abolition du droit féodal : SA MAJESTÉ ne peut mieux faire que d'en user.

L'opération seroit très-simple ; le roi permettroit à tous ses vassaux de racheter toutes rentes , devoirs & servitudes féodales. Celles qui sont dues en argent , ou en denrées , ou en ser-

vices qui ont une valeur , telles que les corvées , feroient rachetées moyennant le capital au denier trente ou quarante ; l'obligation de la foi-hommage feroit rachetée moyennant un prix proportionné à la dignité du fief. Je me persuade que le roi accorderoit une composition plus douce que les autres seigneurs , tant pour accélérer l'opération , que pour empêcher les vassaux de porter leur mouvance à d'autres seigneurs.

Au moyen de ce rachat , tous les héritages , relevants du domaine , feroient & demeureroient à jamais francs & libres comme les personnes mêmes des François , & feroient possédés *optimo jure*.

Les propriétaires demeureroient néanmoins libres de racheter ou non leurs servitudes ; mais leurs héritiers ou acquéreurs feroient obligés de les racheter avant d'entrer en possession. Après la révolution des ventes & des successions , le domaine n'auroit plus que des vassaux entièrement libres ; cette liberté des personnes & des fonds constitueroit son caractère.

Le roi recueilleroit des avantages considérables de cette opération ; tous les vassaux usurpés & passés sous d'autres seigneuries , viendroient d'eux-mêmes apporter les titres de leur dépendance , offrir le prix de leur liberté , & se

ranger sous le domaine qui recouvreroit , sans frais , tous les vassaux , & le prix de ses mouvances usurpées. Sa majesté retireroit ainsi des sommes considérables , qui pourroient être employées à l'acquittement des dettes les plus onéreuses de l'état.

Les vassaux seroient délivrés de toutes les peines , pertes de temps , vexations , procès que leur attirent des droits douteux autant que minutieux : plus de voyages aux recettes , plus d'amendes ni de saisies féodales , plus de terriers , plus de recherches des anciens cens & charges , plus de ces formalités coûteuses de foi , si inutiles envers un roi qui auroit tout rendu libre : la liberté adoreroit son auteur , & l'indépendance seroit l'hommage perpétuel , & le premier titre de vassalité. Les lods & le relief , les dîmes & les champarts ne prendroient plus une partie du prix & des produits des fonds , & ne seroient plus un obstacle aux améliorations.

Les vassaux du domaine ne seroient plus sujets à l'ensaisinement ; formalité coûteuse , due à chaque mutation de toute nature , & qui s'exige par voie de contrainte (h).

---

(h) L'ensaisinement a été introduit par quelques coutumes , & à leur imitation , il a été établi , par édit de dé-

Les propriétaires iront habiter les campagnes , où ils pourroient se glorifier de l'indépendance la plus flatteuse ; leur présence embelliroit , amélioreroit & ennoblirait la culture , qui semble attendre ce nouveau secours pour arriver à sa perfection.

Ces vérités vous sont sensibles comme à moi ; je ne vous les rappelle que pour vous mieux convaincre que les espérances , dont je vous entretiens , sont puissamment fondées.

Bientôt les vassaux des autres seigneurs se procureroient les mêmes avantages que S. MAJESTÉ auroit accordés aux vassaux de ses domaines. Jusqu'à présent les seigneurs ont été dupes de l'habitude ; il est difficile de concevoir comme ils

cembre 1-01 , pour la conservation des mouvances du domaine. De cet établissement il n'est résulté encore de certain , que beaucoup de procès , des frais considérables pour les vassaux , peu d'utilité pour les officiers chargés de cette formalité , & nul avantage connu pour le domaine. Les droits de cette formalité sont pour les biens de valeur de 100 livres , & au dessous. . . . . 1 liv. 10 s.

De 500 livres , jusqu'à 5000 livres. . . . . 4 10

De 5000 livres , jusqu'à 10000 livres. . . . . 9

Pour ceux au dessus de 10000 livres. . . . . 30

L'ensaisinement doit être fait à chaque mutation ; ce droit est donc une charge sensible aux vassaux des domaines du roi , dont ils se trouveroient soulagés par l'abolition des mouvances & directes.

ont négligé de convertir leurs directes en propriétés foncières.

Il n'y a pas de vassaux qui ne rachetaient au denier cinquante ou soixante , & même plus chèrement , tous les cens , surcens , corvées , &c. (i) ; les droits de lods , de relief ,

(i) Un des vassaux à qui l'on répond , fatigué des cens & rentes , des amendes qui en résultent quand le payement n'en est pas fait à jour nommé , pria le seigneur d'un de ses héritages de l'admettre au rachat de la rente ; il y a consenti : mais ce vassal a bien été puni de ne pas savoir souffrir les rentes. Le fermier-général a dit que la rente étoit seigneuriale , & par conséquent noble ; qu'étant réunie à l'héritage , l'héritage devenoit noble aussi : sur ces principes , il a été condamné au franc-fief , qu'il a fallu payer. Lors de l'affranchissement , on remédieroit sans doute à cet inconvénient ; ne pourroit-on pas dès ce moment restreindre le droit de franc-fief à la rente ? Ce desir paroît bien juste.

La révolution du système féodal n'ayant pas suivi celle des mœurs , il a dû en résulter une infinité d'inconséquences. En voici encore une sur le franc-fief : les fiefs étoient destinés à ceux qui faisoient le service militaire ; le seul fait de ce service constituoit la noblesse ; celui qui portoit les armes pouvoit donc posséder le fief. Aujourd'hui il n'en est pas de même ; un militaire qui n'est pas né noble , est obligé de payer le franc-fief , jusqu'à ce qu'il ait atteint le grade général qui tient lieu d'ennoblissement ; de sorte que , quoiqu'il soit militaire , il subit la taxe imposée dans le principe , sur ceux qui ne portoient pas les armes , & depuis rejetée sur les personnes qui ne prouvoient pas une origine noble , c'est-à-dire , militaire.

de champart se retrancheroit aussi avantageusement , les bannalités plus chèrement encore ; ainsi un seigneur retireroit de la vente de ces droits plus qu'il ne vendroit toute sa terre , en y comprenant les domaines & les édifices ; il remplaceroit ces droits par l'acquisition de fonds à sa convenance ; il seroit le maître de choisir , parce qu'il ne consomméroit le traité d'affranchissement des fonds d'un ou plusieurs vassaux , ou de la généralité , qu'à condition qu'on lui donneroit tels ou tels héritages pour prix de l'affranchissement.

Cet affranchissement se feroit sur le pied du droit brut, c'est-à-dire , tel que le vassal le paye ; tandis que le seigneur ne peut le compter dans ses recettes , qu'après les déductions & frais que ces droits essuient dans les fermes & cueillettes : ainsi ces rentes & devoirs étant rachetés au dernier soixante , tripleroit & au delà les revenus du seigneur , qui placeroit le capital du rachat au denier vingt. Je suppose quelques parties de cens mouvant à douze livres , le seigneur n'en tire , dans sa régie ou dans son bail , que neuf livres au plus. Si le seigneur reçoit le rachat de ces rentes au denier soixante , il en aura 720 liv. qui au denier vingt , lui produiroient 36 livres , qui font quatre fois le net de la rente féodale. La somme de 720 livres placée en fonds , produiroit le triple du cens.

Outre cette augmentation des revenus, les seigneurs seroient soulagés dans la même proportion des dépenses de leur régie & administration (k); ils savent tous que les droits résultans des fiefs sont ceux sur lesquels s'élevent les plus grandes, les plus nombreuses, les plus coûteuses & les plus interminables difficultés; que ce sont ces difficultés qui les mettent dans la nécessité d'avoir un conseil auprès d'eux, des intendants, un conseil dans les capitales des provinces où les terres sont situées, des régisseurs, des commissaires à terriers, des archives immenses. Tel grand seigneur qui a pour quarante mille francs de ces dépenses, les verroit réduites presque à

(k) Pour mieux juger l'énormité des frais qui sont attachés à l'exercice du genre de propriété qu'on nomme directe, il faut voir les opérations indiquées dans le traité des terriers, par M. Belamy; l'instruction pour la distribution & l'arrangement des archives; l'instruction pour les seigneurs & leurs gens d'affaires. Combien d'états de mouvances en fiefs & en rotures, de possesseurs de leurs titres, d'extraits, de plans géométriques, de registres! Combien de soins pour suivre les mutations! Combien de précautions contre le féodalisme & les vassaux! Que de vigilance & d'inquiétudes pour ne point altérer ou laisser altérer les droits! Peut-on appeler un bien, des propriétés si exigeantes, & si assujettissantes? Il n'y a que des procureurs & des commissaires à terriers qui puissent conseiller sérieusement de les conserver en nature.

rien ; un fermier ou receveur lui suffiroit ; il auroit plus que doublé son revenu , rendu la paix à ses vassaux , répandu le bonheur dans ses terres , & en jouiroit lui-même : d'ailleurs , les seigneurs ne perdroient rien de l'autorité & des droits honorifiques attachés à la justice & au patronage. L'utilité commune des seigneurs & des vassaux doit donc les rapprocher , & déterminer l'affranchissement dont nous nous entretenons.

Les seigneurs d'un nom illustre , que leur naissance & leurs vertus appellent aux honneurs & aux dignités , & qui jouissent de la première de toutes , la considération & les respects de leurs concitoyens ; ces maisons dont la gloire est regardée comme le bien de la patrie , & leurs grands noms comme des monuments qui rappellent sans cesse les actions & les événements qui ont rendu le nom François un titre d'orgueil , seroient-ils retenus par la crainte de perdre la qualité de seigneur de telle directe ? S'il existe quelque propriétaire de directe , qui craigne de perdre cette prétendue décoration , c'est que c'est là tout son relief : ce n'est point de celui-là que nous devons attendre l'exemple ; il appartient à des seigneurs magnanimes de le donner , & de se disputer cette gloire : la valeur de leurs ancêtres a déterminé de brillants événements ; la générosité de ceux-ci en déterminera d'heureux ; leurs noms feront

placés à côté de ceux des rois qui les premiers affranchirent les personnes ; & la nouvelle époque de l'affranchissement des fonds sera également consacrée dans notre histoire , avec leurs noms & les éloges dus aux actions qui assurent le bonheur des peuples , repoussent loin d'eux les causes & les occasions de toutes leurs disgraces , & qui établissent une nouvelle base de force & de prospérité pour la nation.

De combien d'avantages feroient suivis ces affranchissements ! Les particuliers aisés , qui , pour se soustraire aux bannalités , corvées & autres servitudes féodales , se retirent dans les villes qu'ils surchargent , & où ils se corrompent , reviendroient par millions habiter les campagnes ; leur industrie & leurs dépenses tourneroient au profit de l'agriculture.

La santé & les mœurs y gagneroient également , l'espèce humaine se régénéreroit. La multiplication des droits & assujettissements altère la bonne foi par autant de moyens , que le redevable est obligé d'employer de ruses pour s'y soustraire & les diminuer : de là les caractères cauteleux , la duplicité , la fausseté. Si les efforts sont inutiles , le sujet tombe dans l'abrutissement. Tel est l'état de l'esclave Russe & Polonois , & à peu près celui du main-mortable Comtois.

Ainsi tomberoit la miriade des loix féodales ,

labyrinthe multiplié, comme les coutumes & leurs droits ( *L* ), & finiroient les millions de procès de la tyrannie féodale, qui plaide sans terme & sans mesure pour un cens d'une obole, & se réveille en fureur après un siècle de repos & de silence.

De cet état contentieux sont nés la foule des procès, & la milice innombrable des praticiens qui sement la discorde dont ils vivent : ainsi le

( *f* ) Quelque assurés que nous soyons, que la plupart des lecteurs ne verront aucune exagération dans tout ce que dit l'auteur sur la complication & les embarras du droit féodal, on croit devoir leur rappeler qu'il y a plus de trois cents especes de redevances féodales qui se subdivisent à l'infini. Par exemple, les *rentes* sont foncières, arrière-foncières, héréditaires, inféodées, requérables, seigneuriales, sèches, volages. Un *seigneur* est censier, direct, dominant, féodal, foncier, surfoncier, haut-justicier, nouveau, seigneur, suzerain, utile. Un *fief* est fief d'honneur, de profit, de danger, de dignité, simple, lige, corporel, incorporel, de plejure, rendable, de païsse, ouvert, couvert, dominant, servant, abonné, abrégé, ample, amété, chevel, de corps, éclipsé, empiré, ferme, franc, de hautbert, mort, vif, noble, rural, roturier, en nueffe, en pairier, en parage, en pariage, de reprise, &c. Le *cens* est simple, abonné, féager, cher-cens, double-cens, rogo, surcens, suzerain, &c. On prendroit pour une plaisanterie une plus longue énumération, & les dénominations passeroient pour pure invention, quelque exactes & vraies qu'elles fussent : on finit donc ici un article qui pourroit faire un volume.

temps , l'industrie & l'activité d'une partie de la nation , se consume à disputer & débattre sur la liberté ou le servitude , l'étendue ou le genre de servitude des fonds que mille droits & coutumes asservissent.

Tous les sujets perdus ( pour me servir de l'expression de Rablais ) à *grabeler* , ces vieilles loix , ces comptes , ces terriers , ces cens feront une conquête pour l'agriculture & les arts.

Les loix civiles se réduiroient aux seuls objets des conventions des partages , des limites & des successions.

L'affiette des impôts deviendrait très-facile , n'y ayant plus qu'une espece de propriété.

L'état , le clergé , les seigneurs , les communautés pourroient payer leurs dettes avec le prix de l'affranchissement des droits seigneuriaux de leurs directes & seigneuries.

Ces grandes considérations sont de nature à toucher le cœur des seigneurs également citoyens & hommes d'état , dont vous dépendez : je ne doute pas qu'elles n'agissent autant sur eux que celles de leurs intérêts. Ainsi , Messieurs , loin de vous engager dans aucun procès , je crois que vous devez vous rapprocher de vos seigneurs , leur exposer combien les charges féodales que vous subissez , & qui vous désespèrent , leur sont peu profitables ; observez-leur combien il résultera d'avantages pour eux , pour l'état & pour

vous , de vous admettre au rachat de ces droits. Distinguez par leurs sentimens , autant que par leur naissance & leurs dignités , ils seront sensibles au plaisir de faire un grand bien ; ils saisiront les moyens nouveaux que vous leur en présenterez. Je ne doute point que vos offres soient admises, sur-tout si elles sont générales , je veux dire si tous les vassaux de la même seigneurie font les mêmes offres.

Quant aux parties qui sont mouvantes du domaine , vous pourriez adresser au ministre un mémoire motivé , contenant votre demande , & des observations sur les difficultés résultantes de l'inaliénabilité du domaine : la bonté de son cœur ajoute encore à ses lumières , & les dirige toutes vers tous les moyens de faire le bien ; il sentira combien il lui convient de faire joindre son nom à ceux des *Garlande* & des *Suger* , promoteurs de l'affranchissement des personnes. L'excellent prince qui nous gouverne , ne cherche que les moyens de faire le bien de ses peuples , qu'il chérit , & dont il est adoré : or , ce moyen peut opérer les avantages les plus précieux pour ses sujets. Il est d'autant plus essentiel de faire parvenir notre demande au ministre , que le roi , étant seigneur dominant de tous les fiefs du royaume , on ne pourroit faire avec sûreté des opérations qui changeroient l'état des fiefs , que du consentement de SA MAJESTÉ : elle peut , au contraire ,

contraire , affranchir fans le consentement des seigneurs , même dans leurs fiefs. Il est donc nécessaire , ou du moins très-sage , de faire précéder les affranchissemens des mouvances du domaine , ou du moins d'obtenir des lettres du roi portant consentement aux affranchissemens qu'accorderoient les seigneurs ( *m* ).

Il n'est pas inutile , Messieurs , pour vous mieux mettre à même de motiver vos demandes & démarches , de vous faire connoître quelques ordonnances rendues pour l'affranchissement des personnes. Voici comment s'explique celle de *Louis Hutin* , du 3 juillet 1315 :

LOUIS , par la grace de Dieu , roi de France & de Navarre , à nos amés & féaux. Comme , selon le droit de nature , chacun doit être franc , & par aucuns usages & coutumes ... moult de personnes de notre commun peuple soit enchue

---

( *m* ) Il faut remarquer que les droits dont on proposoit l'extinction , ne produisent rien au roi : Sully l'avoit déjà remarqué. Il dit » qu'ayant vérifié , en faisant de dix années une commune , tant desdits revenus que des frais & dépenses faites pour les faire valoir , qu'il s'en faut d'un cinquieme que le roi en tire aucune chose , desquels néanmoins , en les vendant , l'on pourroit faire un fonds de plusieurs millions pour racheter toutes les bonnes rentes constituées au denier dix ; ce qui apporteroit une grande décharge aux finances du roi. »

M. DE SULLY.

D

en lieu de servitude ... qui moult nous déplaît : nous, considérant que notre royaume est dit & nommé le royaume des Francs, & voulant que la vérité soit accordante au nom, & que la condition des gens amende de nous en la venue de notre nouvel gouvernement, par délibération de notre conseil, avons ordonné & ordonnons que, généralement par tout notre royaume .., telles servitudes soient ramenées à franchise .., franchise soit donnée à bonnes & valables conditions ..., & pour que les autres seigneurs qui ont homme de corps, prennent exemple à nous de eux ramener à franchise. . .

Ces paroles précieuses : *Voulons que la condition des gens amende de nous en la venue de notre nouvel gouvernement*, sont dignes de notre monarque ; c'est ainsi qu'il s'est expliqué dans son premier édit, & qu'il s'expliquera sans doute encore chaque fois qu'il usera de sa puissance, & sur-tout pour consommer l'œuvre de l'affranchissement.

S'il falloit des preuves des mauvais effets que produisent toutes les espèces de gênes & servitudes féodales & autres, on les trouveroit dans l'ordonnance de *Philippe le Bon*, duc de Bourgogne, de septembre 1424, portant affranchissement de la terre de Faucogney ; en voici les principaux traits :

PHILIPPE, par la grace de Dieu, duc de

Bourgogne , &c. Savoir faisons que , comme nos bien-amés les habitans des villes , de notre terre , châteltenie & seigneurie de Faucogney , nos hommes main-mortables de condition serve , nous ayant par plusieurs fois , humblement fait exposer la grande diminution & petit nombre de peuple étant de présent esdites villes . . . qu'anciennement souloient être bien peuplées , & ainsi la grande désolation , en quoi est & vient de jour en jour notredite terre , châteltenie & seigneurie de Faucogney pour cause de ladite main-morte , pour occasion de laquelle plusieurs habitans desdites villes s'en sont allés demeurer & marier leurs enfans autre part en lieu franc . . . , & n'y veulent venir demeurer aucuns étrangers ; pourquoi icelles villes sont en voie de venir en totale dépopulation , si par nous n'étoit pourvu en affranchissement de ladite main-morte & serve condition desdits habitans & leurs successeurs . . . Pour ce est-il que nous . . . avons pour nous , nos hoirs & successeurs , de notre certaine science & grace spéciale , nosdits hommes & habitans en nosdites villes , & tous autres qui pour le temps advenir y résideront & habiteront , & chacun d'iceux affranchis & affranchissons par ces présentes , à toujours perpétuellement de ladite main-morte , & icelle ôtant & annullant , & mettant du tout à néant.

On voit que l'intérêt du souverain a dicté cette loi autant que celui des peuples.

Léopold, duc de Lorraine, dont la mémoire sera toujours glorieuse & toujours chère à la nation qu'il a gouvernée, comptoit parmi les plus consolantes de ses loix, celle parmi laquelle il avoit aboli la main-morte, tant dans ses directes, que dans celles des seigneurs particuliers; il usa de l'autorité souveraine pour tout affranchir, & régler en même temps son indemnité & celle des seigneurs : on doit joindre ce monument de sagesse & de bienfaisance aux précédents.

**L É O P O L D**, par la grace de Dieu, duc de Lorraine, &c. Comme nous n'estimons rien de plus digne de notre attention que de conserver la liberté des peuples que Dieu a soumis à notre obéissance, & de la rendre égale entr'eux, en supprimant les servitudes trop odieuses, auxquelles quelques-uns d'entr'eux se trouvent sujets par rapport & par raison du lieu de leur domicile, & des seigneuries sous lesquelles ils résident; ayant été informé qu'en plusieurs contrées de nos états.... nous jouissons, dans les terres dépendantes de notre domaine, & nos vassaux jouissent, dans l'étendue de leurs fiefs & seigneuries, d'un droit de main-morte, qui nous attribue, & à nosdits vassaux, celui de recueillir leurs successions mobi-

liaires . . . ; ce qui les retenoit dans des gênes très-fâcheuses . . . ; & ne laissoit pas de retenir encore quelques marques d'une espece d'ancien esclavage , qui rendoit les peuples , qui y sont sujets , méprisables chez leurs voisins ; & qui d'ailleurs les troubloit & gênoit dans leur conscience , par les moyens qu'ils cherchoient pour frauder les seigneurs qui jouissoient de ce droit sur eux . . . . Nous avons éteint & supprimé , dans tous nos états , terres & seigneuries de notre obéissance , le droit de main - morte personnelle , de même que le droit de poursuite . . . . Faisons très - expresse inhibitions & défenses à nos procureurs-généraux , leurs substitués & fermiers de nos domaines , & à tous nosdits vassaux ecclésiastiques & seculiers , de lever , à l'avenir , ledit droit de main-morte... Et parce que ce droit de main-morte , dans les lieux où il étoit légitimement établi au profit de notre domaine ou de nosdits vassaux , faisoit une partie considérable des terres , seigneuries & fiefs auxquels il étoit annexé , & qu'il ne seroit pas juste de les en dépouiller , sans leur en accorder une indemnité raisonnable ; nous voulons & ordonnons que les habitants & résidants dans l'étendue des seigneuries , où ce droit étoit établi & en usage sur eux , paient à l'avenir annuellement , soit à notre domaine , soit à celui de nosdits vassaux ,

par chacun ménage, un bichet de seigle.....  
 Permettons à tous ceux qui sont nés ou résidants dans les terres & seigneuries où le droit de main-morte étoit ci-devant établi, d'en sortir librement pour s'habituer où bon leur semblera. Donné à Lunéville le 20 août 1721.

Dès cette époque, les peuples de la Lorraine ont pris une activité incroyable, qui rend cette province une des premières de l'Europe pour l'industrie, les arts, l'agriculture, l'économie, & la grande quantité de manufactures de toute espèce.

Le droit du roi s'étendoit, non-seulement à affranchir les leurs, mais encore le roi pouvoit affranchir ceux-ci malgré les seigneurs, qui ne pouvoient alors que demander une indemnité. » Il y avoit, dit Bouchet, ( lettre A, » affranchissement ) quelques habitants du pays » de Charolois, ou autre pays de Bourgo- » gne, qui étoient sujets d'une dame, & lui » étoient serfs & main-mortes; ces habitants » prennent du roi lettres d'affranchissement, » moyennant finance qu'ils paient. La dame, » *quæ patrona erat*, s'oppose, & dit que *in-* » *vitâ patronâ manu missio concedi non potuit* » à principe. Par arrêt, prononcé en robes » rouges par M. le président Seguier, le ven- » dredi premier jour de juin 1571, fut dit que

» l'affranchissement tiendrait & sortiroit effet,  
 » en payant, par lesdits sujets, l'indemnité à  
 » la dame. »

Comme les affranchissements personnels sont depuis long-temps devenus généraux en France, il n'est plus possible d'y remarquer, par la comparaison avec les lieux non affranchis, le bon effet de l'affranchissement ; mais cette comparaison peut se faire, 1°. de la France avec les états où regne encore l'esclavage ; 2°. elle peut se faire dans les provinces où il reste de main-mortables, comme en Franche-Comté. Les domaines des anciens souverains, & les terres des seigneurs qui les ont affranchis, sont infiniment plus peuplés, les peuples plus commerçants & plus industrieux que ceux des seigneuries des moines de Luxel, S. Claude, &c. qui gémissent encore sous cette servitude qui les abrutit.

L'avantage de la liberté des fonds peut s'établir aussi par la comparaison des cantons tenus en franc-allevé, avec ceux chargés de corvées, bannalités, &c. La différence est frappante (n).

---

( n ) En Italie, où les charges féodales & foncières sont très-peu de chose, les campagnes sont beaucoup plus peuplées, proportion que les villes. Voyages de M. Grosley.

Au surplus , faut-il des preuves de ces vérités élémentaires , vous les exposerez , & ceux qui les écouteront , seront persuadés comme vous & moi.

J'ai passé de l'affranchissement des mouvances du domaine à celles des seigneurs ; de celles-ci à celles du domaine , parce que je ne fais où vous aurez le plus prompt succès. Il conviendrait sans doute que l'opération fût ouverte en même temps , & généralement cette concurrence lui donneroit une merveilleuse activité ; elle ne tarderoit pas à être consommée.

Comme cette opération pour le domaine est extrêmement importante , je crois devoir ajouter une observation essentielle pour répondre à une objection qu'on pourra vous faire. Par une déclaration du 28 janvier 1651, Louis XIV accorda la faculté aux possesseurs de biens en la censive & mouvance du roi , de les affranchir du paiement des lods & ventes , quints , requints , re-liefs , treizieme , rachats & autres droits casuels , en payant l'indemnité à SA MAJESTÉ. On vous dira que cette déclaration fut sans effet ; que si quelques possesseurs ont , sur la foi de cette déclaration , acheté cet affranchissement , ils en ont peu joui , ou ils ont été soumis à des taxes & augmentations qui ont rendu leur affranchisse-

ment illusoire ; que l'affranchissement que vous desirez n'auroit pas plus de succès.

La réponse à ce raisonnement est facile. La déclaration de 1651 n'étoit qu'une opération de finance. Outre la disposition dont on vient de parler , elle en contenoit d'autres, qui en expliquent parfaitement le but ; elle réunissoit à la couronne tout le domaine qui en avoit été distraité , en ordonnoit la vente & revente ensemble des offices & droits domaniaux ci-devant aliénés à faculté de rachat , accordoit la faculté d'affranchissement des droits seigneuriaux dont on vient de parler ; & faute par les possesseurs de faire l'acquisition de ces droits , permettoit à toutes personnes de les acquérir , soit en particulier , soit en gros. Tout manifeste , dans cette déclaration , une opération dictée par le délabrement des finances , une aliénation morcelée du domaine dans un temps où l'opinion de l'inaliénabilité avoit toute sa force ; aliénation ordonné par une loi qui révoquoit les précédentes , & qui dès-lors portoit la preuve de son propre vice d'instabilité , & interdisoit toute confiance ; aussi n'en obtint-elle pas.

La loi que vous êtes dans le cas de solliciter est au contraire une loi d'administration ; loi désirée par tous les vassaux ; loi qui , ayant manqué jusqu'ici , a empêché les affranchissements qu'eussent fait les seigneurs ; loi qui doit donner

la paix aux peuples , & dissiper les entraves qui les contraignent ; loi de bonheur & de prospérité ; loi qui est non-seulement au pouvoir du roi , mais qui est au nombre des devoirs de la royauté. Quel présent pour la nation , quelle gloire , quelle volupté pour un roi qui dissipera les derniers vestiges de la barbarie féodale ! ces droits nés de l'oubli & de la violation des loix , de l'usurpation de l'autorité , & du perversissement de tous les principes. Quoi ! la tyrannie & le désordre seront seuls puissants pour changer les gouvernements & flétrir les nations , & l'autorité légitime sera sans pouvoir pour rappeler la raison & le bonheur , bannis par le délire féodal , & nous gémirions sans ressource & sans terme sous *d'inaliénables* erreurs ? cette idée seroit un blasphème contre l'autorité royale toute-puissante pour le bien , & contre l'institution d'un gouvernement paternel , dont le but est de tendre sans cesse à la perfection ; il n'y a dans notre monarchie de bornes à l'autorité que celles de la justice. L'injustice seule est un obstacle à la puissance législative ; il n'y a point de loi qui ne puisse être changée en une meilleure , point d'abus qui ne puisse être réprimé ; enfin , point de bien qui ne puisse être opéré par cette puissance , qui embrasse tout , & que la sagesse & la bonté dirigent.

Je suis, &c.

*Post-scriptum.* Après avoir relu ma lettre , je vois qu'elle laisse beaucoup de choses à dire ; mais n'ayant pas le loisir de traiter plus longuement cette matière , je me bornerai à ajouter quelques réflexions.

La domanialité ne vaut pas mieux à conserver que la féodalité.

On peut dire , eu égard au mauvais état des domaines , qu'ils sont dans le cas des terres vaines & vagues que l'ordonnance permet d'aliéner.

Le roi tireroit plus des impôts ordinaires que supporteroient les domaines aliénés , qu'il ne tire des revenus du fonds.

La conservation des institutions féodales n'est utile ni à l'ordre public , ni au roi , ni à l'état , ni aux particuliers.

Le domaine éminent de la souveraineté est plus efficace que la suzeraineté , l'autorité législative plus puissante que l'autorité féodale , & le droit de citoyen présente des liens plus précieux que ceux de vassal & de seigneur ; la majesté du trône ne reçoit aucun éclat des foi & hommages , & le serment du vassal ne vaut pas celui de l'amour des François pour leur roi.

La féodalité contrarie à la production des richesses naturelles ; elle n'est point analogue aux mœurs & aux intérêts actuels de la nation ; ni la vieille opinion qui protège la féodalité , ni son

antiquité ne peuvent empêcher les bons effets des affranchissements volontaires.

L'indemnité que payent les gens de main-morte, lorsqu'ils acquièrent dans la mouvance d'un seigneur, pourroit sortir de règle pour le prix de l'affranchissement des casuels seigneuriaux.

Les foi & hommages sont étrangers à nos mœurs; d'ailleurs cette servitude pèse également sur les seigneurs & sur les vassaux, étant obligés de faire ces devoirs à ceux de qui ils relevent eux-mêmes.

Ces devoirs ne doivent être rendus qu'au souverain.

On a défendu les contrats aux mineurs, les donations entre maris & femmes, les contrats de rentes à un plus fort intérêt que celui de l'ordonnance, parce que ces actes présentoient des inconvénients qui alloient contre le but de la législation; pourquoi ne défendrait-on pas tous les actes & contrats qui contiendroient une inféodation nouvelle, & l'imposition de quelques charges féodales? dès-là que ces charges & devoirs contrarient le vœu de la société, qui est la meilleure culture possible, la propriété la plus parfaite, la tranquillité la plus profonde que les droits féodaux détruisent ou empêchent absolument.

Les Romains, dont les loix étoient l'ouvrage de la raison, qui n'en avoient point fait par hafard, & qui n'avoient que des usages nés des mœurs & de l'amour de la patrie, n'ont jamais connu les fiefs ni l'inaliénabilité du domaine; ils favoient que celui qui acquiert, le fait dans l'intention d'améliorer; ils n'avoient garde de gêner des mutations qui opéroient le bien public, ni d'introduire des contrats tels que l'inféodation, qui, donnant & retenant à la fois le même fonds, laisse mille obstacles à la culture, & détruit la liberté.

La loi qui permettroit le rachat des droits féodaux, ne seroit point la premiere de cette nature. Personne n'ignore que nos rois ont déjà délivré de la servitude des rentes foncières les maisons de la ville de Paris, & des différentes autres villes & bourgs du royaume, en autorisant les débiteurs à rembourser les rentes foncières affises sur ces maisons (o). Quel a été le motif qui a fait faire ce premier pas vers l'affranchissement? C'est, dit Ferriere, *afin que les habitants des villes soient plus soigneux de conserver & d'augmenter les bâtimens, & ne les négligent pas pour raison des charges perpétuelles & non rachetables, dont ils seroient chargés.*

---

(o) Édit de 1539 & 1552.

Si un pareil motif a suffi pour délivrer les maisons des villes , quel motif plus puissant n'a-t-on pas pour en délivrer aussi les biens de la campagne ?

L'Angleterre donna un grand exemple au siècle , en affranchissant les terres dépendantes de l'église & des moines. C'a été une des principales causes de sa prospérité.

La nécessité de la liberté , soit pour les choses , soit pour les personnes , s'est fait sentir par-tout , & dans tous les temps. Par édit du 20 janvier 1762 , le roi de Sardaigne a affranchi tous les serfs du duché de savoie. La Russie cherche à rendre libres & propriétaires ses esclaves.

Dans les derniers états généraux , tenus à Paris en 1615 , le tiers-état supplia le roi de faire exécuter les anciennes loix contre la servitude de la glebe. On trouve dans les arrêtés du premier président de la Mognon , le projet d'un règlement pour l'abolissement de toutes les main-mortes , les personnelles & réelles.

Les droits de cens , rentes , champarts , dîmes & tous autres droits réels & fonciers , sont des copropriétés qui diminuent le travail du possesseur , autant que les avantages qu'il en retire-roit. Cette communauté dans le bénéfice décourage celui qui est seul à faire les mises du travail de la culture & des semences. Les com-

munautés de biens , même les plus égales , ont été regardées dans tous les temps comme contraires à l'industrie & au bien de l'état. Nous lisons dans un rescrit des empereurs Théodose & Valentinien , au préfet du prétoire Apollonius ( *L. 2, cod. quando & quibus.* ) *Naturale vitium est negligi quod communiter possidetur, utque se nihil habere, qui non totum habeat, arbitretur : denique suam quoque partem corrumpi patitur, dum invidet alienam.*

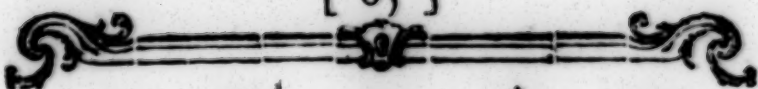
Cette maxime du droit Romain a été admise dans notre droit François : *de biens communs on ne fait pas monceau* , dit Loisel, *instit. liv. 3.*

Ainsi la confusion de tant de droits & propriétés sur un seul fonds, préjudicie à tous les copropriétaires, & par conséquent à l'état.

Or, l'état a le droit de régler la forme des propriétés, &c.

**F I N.**





# A R R Ê T DE LA COUR DE PARLEMENT,

*QUI condamne une brochure intitulée : Les inconvénients des droits féodaux , à être lacérée & brûlée au pied du grand escalier du palais , par l'exécuteur de la haute-justice.*

EXTRAIT DES REGISTRES DU PARLEMENT.

*Du vingt-trois février mil sept cent soixante-seize.*

**C**E jour toutes les chambres assemblées , les princes & pairs y séant , les gens du roi sont entrés ; & , Me. Antoine-Louis Segulier , avocat dudit seigneur roi , portant la parole , ont dit :

**M E S S I E U R S ,**

Nous venons de prendre communication du récit & de l'imprimé que la cour nous a fait remettre , & sur lesquels elle nous demande des conclusions sur le champ.

Il nous est bien difficile , dans un si court espace de temps , de rassembler toutes les réflexions que doit faire naître un ouvrage de cette nature ; nous ne pouvons que gémir ici publiquement sur l'es-

pece de frénésie qui semble agiter ces esprits turbulents , que l'amour de la liberté & de l'indépendance porte aux plus grands excès , & qui leur fait envisager le bonheur dans la subversion de toutes les regles , de tous les principes , & dans l'anéantissement même des loix qui ont assuré jusqu'à présent les propriétés , non-seulement dans les familles , mais encore dans la personne même du souverain.

A la lecture des nouveaux écrits en tout genre , dont le public est inondé , & sur-tout à la vue de cette brochure , *sur les inconvénients des droits féodaux* , on est tenté de croire qu'il existe dans l'état un parti secret , un agent caché , qui , par des secousses intérieures , cherche à en ébranler les fondements ; semblable à ces volcans qui , après s'être annoncés par des bruits souterrains , & des tremblements successifs , finissent par une éruption subite , & couvrent tout ce qu'ils environne , d'un torrent enflammé de ruines , de cendres & de laves , qui s'élancent du foyer renfermé dans les entrailles de la terre.

Chaque peuple a ses mœurs , ses loix , ses coutumes , ses usages ; ces institutions politiques forment l'ordre public ; intervertir cet ordre , c'est souvent toucher à la constitution même du gouvernement , que les nations ont adopté. Il est reconnu que chez tous les peuples les loix tiennent à la nature de leurs esprits , à leurs caracteres , à leurs

opinions ; tout législateur doit donc consulter le génie des hommes , qu'il veut rendre ou plus sages ou plus heureux. C'est d'après ce principe que nous avons vu différentes loix se succéder en France ; & la sagesse de nos souverains a toujours cherché , dans chaque circonstance qui exigeoit une loi nouvelle , à la rendre , s'il est permis de parler ainsi , analogue à l'esprit des François. Par quelle fatalité arrive-t-il aujourd'hui que les écrivains se font une étude de tout combattre , de tout détruire , de tout renverser ? Et cet édifice des ordonnances , ouvrage de tant de siècles , le fruit de la prudence des souverains , le résultat des veilles des ministres les plus éclairés , des magistrats les plus consommés , il est traité par ces nouveaux précepteurs du genre humain avec ce mépris insultant , dont les rêveries de leur imagination , exaltée par l'enthousiasme d'un faux système , sont seules susceptibles.

Ce seroit trop peu néanmoins de nous contenter de couvrir d'un mépris plus juste l'ouvrage qui vous occupe en ce moment ; il en est peu qui soient en effet plus dignes de votre attention & de votre sévérité. L'adresse avec laquelle l'auteur a combiné toutes les parties de son système destructeur , l'art qu'il emploie est capable d'en imposer aux lecteurs qui ne sont pas versés dans la connoissance des loix & de l'histoire , ou à ceux qui n'en ont qu'une teinture superficielle. Le système qu'on veut accrédi-

ter est encore plus dangereux par les conséquences qui peuvent en résulter de la part des habitants de la campagne, que l'auteur semble vouloir amener contre les seigneurs particuliers dont ils relevent. Il est vrai que ce projet ne se montre point à découvert ; on insinue qu'ils ne peuvent que s'adresser à leurs seigneurs pour demander la suppression & le rachat des droits seigneuriaux , qui ne pourra leur être refusé , si tous les vassaux se réunissent & sont d'accord pour faire les mêmes offres. Mais n'est-il pas sensible que cette multitude assemblée dans les différens châteaux de chaque seigneur particulier , après avoir demandé cette suppression & offert le rachat , échauffée alors par les maximes qu'on leur aura débitées , voudra peut être exiger ce qu'on ne voudra pas leur accorder ? & en cas de refus , on les autorise à faire parvenir leur demande au ministre , parce que le roi peut les affranchir, même sans le consentement des seigneurs dans leurs fiefs ; & d'après cet acte d'autorité , l'auteur s'écrie que *la liberté adoreroit son auteur , & l'indépendance seroit l'hommage perpétuel & le premier titre de vassalité.*

Que d'idées inconciliables dans ce peu de mots ! & c'est cependant avec ces idées gigantesques & vuides de sens que l'on se promet de séduire les foibles & les ignorans , qui sont le grand nombre ; mais en même temps quel danger de laisser germer des principes aussi contraires à la constitution

ancienne de l'empire François ! que deviendra la propriété, ce bien si sacré, que nos rois ont déclaré eux-mêmes qu'ils sont *dans l'heureuse impuissance* d'y donner atteinte ? Non-seulement on veut détruire la propriété de tous les seigneurs, car les droits féodaux, les corvées, les bannalités, les cens & autres de cette nature, sont une portion intégrande de la propriété ; mais on ne craint point de renouveler les attaques qu'on a voulu porter dans tous les tems au domaine de nos rois, à l'inaliénabilité des droits de la couronne. L'inaliénabilité, ce droit si précieux, pour lequel nos peres ont combattu avec un courage si héroïque, on le traite de *fantôme*, on le dénature, on l'anéantit, & on voudroit le faire envisager comme une barbarie inventée dans les premiers siècles de la monarchie.

Les coutumes elles-mêmes, les statuts locaux qui régissent les différentes provinces du royaume, aux yeux prévenus de cet auteur téméraire, ce ne sont plus, ainsi que les droits qu'elles établissent, que des usages commandés par la tyrannie, & multipliés par la violence ; ils sont tous le fruit de l'ignorance & de l'usurpation ; & cependant personne n'ignore que les coutumes, rédigées sous les yeux des magistrats, & en vertu de l'autorité du roi, ne sont, pour la plupart, que l'effet de la convention & du concert des trois ordres rassemblés, qui y ont donné leur consentement, & s'y sont librement & volontairement soumis,

Si l'esprit systématique , qui a conduit la plume de cet écrivain , pouvoit malheureusement s'emparer de la multitude, on verroit bientôt la constitution de la monarchie entièrement ébranlée ; les vassaux ne tarderoient pas à se soulever contre les seigneurs , & le peuple contre son souverain. L'anarchie la plus cruelle deviendroit la suite nécessaire d'une indépendance d'autant plus redoutable , que rien ne pourroit en prévenir ou en arrêter les effets.

Ces considérations nous ont déterminés à vous proposer de faire lacérer & brûler une brochure aussi séditieuse , après lui avoir donné les qualifications les plus fortes : puisse cet exemple de sévérité prévenir de pareils excès de la part de ceux qui, cachés sous le voile du mystère , se font un plaisir de semer dans le public des idées capables de troubler la tranquillité , & de renverser la propriété de tous les citoyens !

C'est l'objet des conclusions par écrit que nous avons prises , & que nous laissons à la cour , avec l'imprimé & le récit qu'elle nous a fait remettre.

Et se font lesdits gens du roi retirés.

Eux retirés.

Vu le récit , ensemble la brochure imprimée , sans noms d'auteurs , intitulée : *Les inconvéniens des droits féodaux* , avec une épigraphe : *Hinc ... mali labes.* VIRG. imprimée à Londres , & se

trouve à Paris chez Valade , libraire , rue Saint-Jacques , 1776 , contenant soixante-trois pages d'impression , précédée d'un avertissement de l'éditeur , contenant une page & demie d'impression. Conclusions du procureur-général du roi. Oui le rapport de Me. Léonard de Sahuguet d'Espagnac , conseiller. La matiere mise en délibération.

LA COUR ordonne que ladite brochure sera lacérée & brûlée au pied du grand escalier du palais , par l'exécuteur de la haute-justice , comme injurieuse aux loix & coutumes de la France , aux droits sacrés & inaliénables de la couronne , & au droit des propriétés des particuliers , & comme tendante à ébranler toute la constitution de la monarchie , en soulevant tous les vassaux contre les seigneurs & contre le roi même , en leur présentant tous les droits féodaux & domaniaux comme autant d'usurpations , de vexations & de violences également odieuses & ridicules , & en leur suggérant les prétendus moyens de les abolir , qui sont aussi contraires au respect dû au roi & à ses ministres , qu'à la tranquillité du royaume : fait défenses à tous imprimeurs , libraires & autres de l'imprimer , vendre , débiter , ou autrement distribuer , à peine d'être poursuivis extraordinairement : enjoint à tous ceux qui en ont des exemplaires , de les remettre incessamment au greffe de la cour , pour y être

supprimés ; ordonne qu'à la requête , poursuite & diligence du procureur-général du roi , il sera informé pardevant Me. Étienne Berthelot de Saint-Alban , conseiller , que la cour commet à cet effet , contre les auteurs de ladite brochure , pour , l'information faite & communiquée au procureur-général du roi , être par lui requis , & par la cour ordonné ce qu'il appartiendra : ordonne que le présent arrêt sera imprimé , lu , publié & affiché par-tout où besoin sera. Fait en parlement , toutes les chambres assemblées , les princes & pairs y séant , le vingt-trois février mil sept cent soixante-seize.

Signé LEBRET.

*Et le samedi 24 février 1776 , à la levée de la cour , ladite brochure , énoncée en l'arrêt ci-dessus , ayant pour titre : Les inconvénients des droits féodaux , a été lacérée & brûlée au pied du grand escalier du palais , par l'exécuteur de la haute-justice , en présence de moi Dagobert - Étienne Ysabeau , l'un des trois premiers & principaux commis pour la grand'chambre , assisté de deux huissiers de la cour.*

Signé YSABEAU.

